

2° le § 2, remplacé par l'arrêté royal du 7 décembre 1966 et modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsque les revenus imposables cumulés conformément à l'article 73 du même Code comprennent des intérêts de différents dépôts visés au § 1er, 2°, b et c, du présent article, aucun précompte mobilier fictif n'est imputé en raison de la tranche du montant global des intérêts bonifiés qui aurait été soumise au précompte mobilier au taux de 25 p.c., si ces intérêts avaient été produits par un seul dépôt. »

Art. 5. A l'article 247bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 7 décembre 1966 et modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1977, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, 1°, b, les mots « 8 p.c. » sont remplacés par les mots « 10,5 p.c. »;

2° à l'alinéa 2, 2°, a, deuxième tiret, les fractions « 8/98, 7/97, 6/96, 4/94 ou 2/92 » sont remplacées par les fractions « 10,5/98, 9,5/97, 8,5/96, 6,5/94 ou 4,5/92 »;

3° à l'alinéa 2, 2°, b, deuxième tiret, la fraction « 5/85 » est remplacée par la fraction « 10/85 ».

Art. 6. Le présent arrêté est applicable aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1er janvier 1984.

Art. 7. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 29 décembre 1983.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
W. DE CLERCQ

F. 83 — 2178

29 DECEMBRE 1983. — Arrêté royal modifiant, en matière de revenus de dépôts d'épargne, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 19, 7°, remplacé par la loi du 28 décembre 1983;

Vu la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires, notamment les articles 4 et 54;

Vu l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les modifications apportées au Code des impôts sur les revenus par l'article 4 de la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires, quant aux revenus des dépôts d'épargne, sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 1985;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Code des impôts sur les revenus, arrêté royal du 26 février 1964, *Moniteur belge* du 10 avril 1964.

Loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires, *Moniteur belge* du 30 décembre 1983.

Arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur belge* du 30 avril 1965.

Lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, *Moniteur belge* du 15 août 1980.

2° § 2, remplacé par l'arrêté royal du 7 décembre 1966 et modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsque les revenus imposables cumulés conformément à l'article 73 du même Code comprennent des intérêts de différents dépôts visés au § 1er, 2°, b et c, du présent article, aucun précompte mobilier fictif n'est imputé en raison de la tranche du montant global des intérêts bonifiés qui aurait été soumise au précompte mobilier au taux de 25 p.c., si ces intérêts avaient été produits par un seul dépôt. »

Art. 5. In artikel 247bis van hetzelfde besluit, ingevoegd door het koninklijk besluit van 7 december 1966 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1977, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 1°, b, worden de woorden « 8 pct. » vervangen door de woorden « 10,5 pct. »;

2° in het tweede lid, 2°, a, tweede gedachtenstreep, worden de breuken « 8/98, 7/97, 6/96, 4/94 of 2/92 » vervangen door de breuken « 10,5/98, 9,5/97, 8,5/96, 6,5/94 of 4,5/92 »;

3° in het tweede lid, 2°, b, tweede gedachtenstreep, wordt de breuk « 5/85 » vervangen door de breuk « 10/85 ».

Art. 6. Dit besluit is van toepassing op de inkomsten die zijn toegekend of betaalbaar gesteld met ingang van 1 januari 1984.

Art. 7. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 29 december 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
W. DE CLERCQ

N. 83 — 2178

29 DECEMBRE 1983. — Koninklijk besluit tot wijziging, op het stuk van de inkomsten uit spaardeposito's, van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 19, 7°, vervangen door de wet van 28 december 1983;

Gelet op de wet van 28 december 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen, inzonderheid op de artikelen 4 en 54;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de wijzigingen die bij artikel 4 van de wet van 28 december 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen ten aanzien van de inkomsten van spaardeposito's, in het Wetboek van de inkomstenbelastingen zijn aangebracht, van toepassing zijn met ingang van het aanslagjaar 1985;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wetboek van de inkomstenbelastingen, koninklijk besluit van 26 februari 1964, *Belgisch Staatsblad* van 10 april 1964.

Wet van 28 december 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1983.

Koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, *Belgisch Staatsblad* van 30 april 1965.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

Gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, *Belgisch Staatsblad* van 15 augustus 1980.

que ces dépôts d'épargne doivent, afin que les revenus qu'ils produisent et qui sont attribués ou mis en paiement à partir du 1er janvier 1984 puissent entrer en ligne de compte pour l'application de l'article 19, 7°, du même Code, répondre aux critères, à définir sur avis conforme de la Commission bancaire, et qu'il doit dès lors, être satisfait à ces critères à partir du 1er janvier 1984;

que, par conséquent, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus doit être complété d'urgence par les dispositions qui fixent ces critères et que ces dispositions doivent être portées le plus rapidement possible à la connaissance des intéressés;

que, dès lors, le présent arrêté doit être pris d'urgence;

Vu l'avis conforme de la Commission bancaire;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Une nouvelle section Ibis « Conditions d'immunité fiscale des revenus de dépôts d'épargne (Code des impôts sur les revenus, article 19, 7°) », comprenant un article 3bis rédigé comme suit, est insérée, immédiatement après l'article 3, dans le chapitre Ier de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus :

« Article 3bis. Pour pouvoir bénéficier de l'application de l'article 19, 7°, du Code des impôts sur les revenus les dépôts d'épargne visés audit article doivent en outre répondre aux critères suivants :

1° les dépôts d'épargne doivent être libellés en francs belges;

2° des prélèvements ne peuvent être opérés sur les dépôts d'épargne, directement ou en liaison avec un compte à vue, que pour le règlement des opérations suivantes :

a) remboursement en espèces;

b) transfert ou virement, autrement qu'en vertu d'un ordre permanent, à un compte ouvert au nom du titulaire du dépôt d'épargne;

c) transfert à un dépôt d'épargne ouvert auprès du même établissement au nom du conjoint ou d'un parent au second degré au plus du titulaire du dépôt d'épargne;

d) règlement de sommes dues en principal, intérêts et accessoires par le titulaire du dépôt d'épargne en vertu d'emprunts ou de crédits consentis par le même établissement ou par un organisme représenté par ce même établissement;

e) règlement à l'établissement dépositaire de primes d'assurances et de frais relatifs au dépôt d'épargne, du prix d'achat ou de souscription de titres, du loyer de coffres-forts et de droits de garde relatifs à des dépôts à découvert;

3° les conditions de retrait doivent prévoir la possibilité pour l'établissement dépositaire de subordonner les prélèvements à un préavis de cinq jours calendrier s'ils excèdent 50 000 francs et de les limiter à 100 000 francs par demi-mois;

4° a) la rémunération des dépôts d'épargne comporte obligatoirement mais exclusivement :

— un intérêt de base;

— une prime de fidélité et/ou une prime d'accroissement;

b) l'intérêt de base, la prime de fidélité et la prime d'accroissement sont calculés selon un taux exprimé sur une base annuelle. Ils sont portés en compte une fois l'an.

L'intérêt de base est attribué par période indivise fixe d'un demi-mois au moins, prenant cours à une ou à deux dates fixes de chaque mois, prévues par les conditions générales du dépôt d'épargne.

La prime de fidélité est allouée soit sur les montants restés inscrits sur le même compte durant douze mois consécutifs, soit par année civile sur les montants restés inscrits sur le même compte durant onze mois consécutifs au moins de cette même année civile.

dat deze spaardeposito's, opdat de erdoor voortgebrachte en met ingang van 1 januari 1984 toegekende of betaalbaar gestelde inkomsten voor de toepassing van artikel 19, 7°, van hetzelfde Wetboek in aanmerking komen, aan de op eensluidend advies van de Bankcommissie vast te stellen vereisten moeten voldoen en dat dus die vereisten moeten vervuld zijn vanaf 1 januari 1984;

dat het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bijgevoegd dringend moet worden aangevuld met de bepalingen die deze vereisten vastleggen en dat deze bepalingen ten spoedigste aan de betrokkenen moeten ter kennis worden gebracht;

dat dit besluit dus dringend moet worden getroffen;

Gelet op het eensluidend advies van de Bankcommissie;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wordt, onmiddellijk na artikel 3, een nieuwe afdeling Ibis « Voorwaarden voor de belastingvrijstelling van inkomsten uit spaardeposito's (Wetboek van de inkomstenbelastingen, artikel 19, 7°) » ingevoegd met een als volgt luidend artikel 3bis :

« Artikel 3bis. Om voor de toepassing van artikel 19, 7°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen in aanmerking te komen, moeten de in dat artikel bedoelde spaardeposito's bovendien aan de volgende vereisten voldoen :

1° de spaardeposito's moeten in Belgische frank zijn uitgedrukt;

2° van de spaardeposito's kunnen, rechtstreeks of via een zichtrekening, slechts opvragingen gebeuren voor volgende verichtingen :

a) terugbetaling in specien;

b) transfer of overschrijving, niet krachtens een doorlopende opdracht uitgevoerd, naar een rekening op naam van de titularis van het spaardeposito;

c) transfer naar een spaardeposito bij dezelfde instelling, op naam van de echtgeno(o)t(e) of van een familielid tot en met de tweede graad van de titularis van het spaardeposito;

d) betaling van sommen, door de titularis van het spaardeposito verschuldigd in kapitaal, interesten of bijhorigheden wegens leningen of kredieten toegekend door dezelfde instelling of door een organisme dat door dezelfde instelling wordt vertegenwoordigd;

e) betaling, aan de instellingdepositoris, van verzekeringspremies en kosten betreffende het spaardeposito, van de prijs voor aankoop van of intekening op effecten, van de huur voor een safe en van een bewaarloon voor effecten in open bewaargeving;

3° de opvragingsmodaliteiten dienen te voorzien in de mogelijkheid voor de instelling-depositoris de opvragingen afhankelijk te stellen van een opzeggingstermijn van vijf kalenderdagen wanneer zij 50 000 frank overtreffen en ze te beperken tot 100 000 frank per halve maand;

4° a) de vergoeding van de spaardeposito's bestaat verplicht, maar ook uitsluitend uit :

— een basisrente;

— een getrouwheidspremie en/of een aangroei-premie;

b) de basisrente, de getrouwheidspremie en de aangroei-premie worden berekend tegen een rentevoet uitgedrukt op jaarbasis. Zij worden eens per jaar in rekening gebracht.

De basisrente wordt toegekend per ondeelbare vaste periode van ten minste een halve maand die begint te lopen vanaf één of twee vaste data van elke maand, bepaald in de algemene voorwaarden van het spaardeposito.

De getrouwheidspremie wordt toegekend, ofwel voor de bedragen die gedurende twaalf opeenvolgende maanden op dezelfde rekening ingeschreven bleven, ofwel per kalenderjaar, voor de bedragen die gedurende ten minste elf opeenvolgende maanden van datzelfde kalenderjaar op dezelfde rekening ingeschreven bleven.

La prime d'accroissement est attachée à l'accroissement du montant des dépôts d'épargne constatés sur le même compte; elle ne peut être accordée sur les capitaux bénéficiant déjà de la prime de fidélité. La période au cours de laquelle cet accroissement doit être maintenu pour l'obtention de la prime d'accroissement ne peut être inférieure à 6 mois.

La prime de fidélité et la prime d'accroissement s'appliquent *pro rata temporis*, par période indivise fixe d'un demi-mois au moins;

c) le taux de l'intérêt de base alloué par un établissement aux dépôts d'épargne qu'il reçoit, ne peut excéder le taux de base du marché, tel qu'il est défini ci-après.

Le taux de base du marché est le taux de base le plus bas, auquel ou en-deçà duquel est rémunérée la moitié au moins des dépôts d'épargne gérés par l'ensemble des établissements recevant des dépôts d'épargne. Ce taux de base du marché est publié par la Commission bancaire au *Moniteur belge*;

d) dans les établissements constitués sous la forme de société coopérative, la prime de fidélité peut, en ce qui concerne les dépôts d'épargne reçus de coopérateurs, être remplacée en tout ou en partie, mais à concurrence de 15 p.c. au plus du taux de base du marché, par une prime de coopérateur calculée de la même manière que l'intérêt de base;

e) en cas de remboursement à l'échéance contractuelle ou postérieurement à cette échéance, de dépôts d'épargne constitués en vertu d'un plan contractuel d'épargne d'une durée de 3 ans au moins, par lequel le titulaire s'engage à verser chaque mois un montant déterminé sur son dépôt d'épargne, les délais prévus au *b*, alinéas 2 et 3, ne sont pas applicables;

5° dans la publicité relative aux conditions de rémunération des dépôts d'épargne, le taux de l'intérêt de base, le taux de la prime de fidélité et le taux de la prime d'accroissement doivent être mentionnés séparément; ils ne peuvent être additionnés. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1984 à l'exception de l'article 3bis, 5°, inséré par l'article 1er du présent arrêté dans l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, qui est en vigueur le 1er juillet 1984.

Toutefois, si les conditions appliquées au 31 décembre 1983 par un établissement visé à l'article 19, 7°, du Code des impôts sur les revenus, à tout ou partie des dépôts d'épargne qu'il gère ne sont pas conformes aux conditions prévues aux 2° à 4° du même article 3bis, les revenus produits par les dépôts d'épargne gérés par cet établissement aux conditions appliquées au 31 décembre 1983, continuent à bénéficier de l'immunité fiscale prévue à l'article 19, 7°, précité :

1° pour l'année 1984, lorsque ces dépôts ne répondraient pas aux conditions prévues au 2° ou au 3° dudit article 3bis;

2° pour le premier semestre de l'année 1984, lorsque ces dépôts ne répondraient pas aux conditions prévues au 4° dudit article 3bis et pour autant que l'écart existant au 31 décembre 1983 entre le taux de l'intérêt de base appliqué à ces dépôts et le taux de base du marché ne soit pas majoré.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 29 décembre 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
W. DE CLERCQ

De aangroei-premie wordt toegekend voor de aangroei van het bedrag van de spaardeposito's op dezelfde rekening; zij mag niet worden toegekend voor de kapitalen die reeds van de getrouwheidspremie genieten. De periode tijdens dewelke deze aangroei moet behouden blijven om de aangroei-premie te kunnen bekomen mag niet minder belopen dan zes maanden.

De getrouwheidspremie en de aangroei-premie worden *pro rata temporis* per ondeelbare vaste halfmaandelijke periode toegepast;

c) de rentevoet van de basisrente welke een instelling voor de ontvangen spaardeposito's toekent mag de hierna omschreven basisrentevoet van de markt niet overschrijden.

De basisrentevoet van de markt is de laagste rentevoet tegen of beneden dewelke ten minste de helft van de spaardeposito's beheerd door het geheel der instellingen welke spaardeposito's ontvangen, wordt vergoed. Deze basisrentevoet van de markt wordt door de Bankcommissie in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt;

d) bij instellingen opgericht in de vorm van een coöperatieve vennootschap mag de getrouwheidspremie voor de spaardeposito's van coöperateurs, geheel of gedeeltelijk, maar maximaal tot 15 pct. van de basisrentevoet van de markt, worden vervangen door een coöperateurstoelag berekend op dezelfde wijze als de basisrente;

e) bij terugbetaling, op de contractuele vervalldag of na deze vervalldag, van spaardeposito's gevormd in uitvoering van een contractueel spaarplan met een duur van ten minste 3 jaar en waarbij de titularis zich ertoe verbindt maandelijks een gegeven bedrag op zijn spaardeposito te storten, zijn de in *b*, tweede en derde lid, bepaalde termijnen niet van toepassing;

5° in de publiciteit omtrent de vergoedingsvoorwaarden van de spaardeposito's moeten de rentevoet van de basisrente, de rentevoet van de getrouwheidspremie en de rentevoet van de aangroei-premie afzonderlijk worden vermeld; zij mogen niet worden opgeteld. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1984 met uitzondering van artikel 3bis, 5°, bij artikel 1 van dit besluit ingevoegd in het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, dat in werking treedt op 1 juli 1984.

Nochtans, indien de voorwaarden op 31 december 1983 toegepast door een instelling bedoeld in artikel 19, 7°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen voor al of een deel van de spaardeposito's, welke zij beheert, niet overeenstemmen met de voorwaarden gesteld in 2° tot 4° van hetzelfde artikel 3bis, dan blijven de inkomsten van de spaardeposito's welke die instelling onder de op 31 december 1983 toegepaste voorwaarden beheert de in het voormelde artikel 19, 7°, bedoelde belastingvrijstelling genieten :

1° voor het jaar 1984, indien deze deposito's niet zouden beantwoorden aan de voorwaarden van 2° of 3° van hetzelfde artikel 3bis;

2° voor het eerste semester van het jaar 1984, indien deze deposito's niet zouden beantwoorden aan de voorwaarden gesteld in 4° van hetzelfde artikel 3bis en voor zover het op 31 december 1983 bestaande verschil tussen de voor die deposito's toegepaste rentevoet van de basisrente en de basisrentevoet van de markt niet wordt vergroot.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 29 december 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege 1
De Minister van Financiën,
W. DE CLERCQ